

# ACTION URGENTE

## MALDIVES. UNE ONG A ÉTÉ FERMÉE ET SON PERSONNEL RISQUE D'ÊTRE ATTAQUÉ

Le 5 novembre 2019, une ONG, le Réseau des Maldives pour la démocratie (MDN), a été définitivement fermée par les pouvoirs publics, en réponse à son rapport de 2015 intitulé *Preliminary Assessment of Radicalization in the Maldives* (« *Évaluation préliminaire de la radicalisation aux Maldives* »), qui selon les autorités renfermait « des contenus diffamatoires à l'égard de l'islam et du prophète Mahomet ». Le personnel et les membres du MDN, soumis à une campagne de diffamation sur les réseaux sociaux par des extrémistes religieux, ont fait l'objet de graves menaces (violences, viol et même mort). Le gouvernement des Maldives doit s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du droit international relatif aux droits humains et veiller à ce que celles et ceux qui défendent ces droits, les militantes et militants ainsi que les organisations de la société civile puissent exercer librement leurs activités, sans menaces de violences, poursuites ni répression à leur encontre.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

*Président de la République des Maldives*

*Rt. Honourable Ibrahim Mohamed Solih*

*Boduthakurufaanu Magu, Male' 20113,*

*Maldives*

*Fax : +960 332 5500*

*Courriel : [pressrelations@po.gov.mv](mailto:pressrelations@po.gov.mv), [info@po.gov.mv](mailto:info@po.gov.mv)*

*Monsieur le Président de la République,*

*Je vous écris pour vous faire part de ma consternation face à la fermeture du **Réseau des Maldives pour la démocratie (MDN)** décidée par votre gouvernement, et de ma profonde inquiétude au vu des menaces de mort consécutives dont ses membres et son personnel ont fait l'objet.*

*Le MDN, ONG de premier plan aux Maldives, a joué un rôle déterminant pour promouvoir les droits humains dans le pays, notamment grâce à ses remarquables travaux de recherche sur des sujets tels que la réforme de la police, la torture, ainsi que les menaces contre les défenseurs des droits humains et contre le droit à la liberté d'expression. Je trouve extrêmement navrant que le MDN soit actuellement la cible d'actes d'intimidation de la part du gouvernement, alors même que cette organisation a fait campagne sans relâche pour obtenir la libération de certains membres de ce gouvernement quand ceux-ci étaient des prisonniers d'opinion.*

*Les défenseurs des droits humains et les militants du monde entier escomptaient une amélioration de la situation de la société civile dans le pays après la formation de votre gouvernement en novembre 2018, celui-ci s'étant engagé à mettre fin aux méthodes répressives des gouvernements précédents. Or, le fait qu'il ait décidé de fermer le MDN, et de laisser des extrémistes religieux menacer de violences, de viol et de mort des défenseurs des droits humains et des militants, est extrêmement inquiétant pour la société civile locale, pour les observateurs extérieurs et pour les nombreuses personnes qui envisagent de se rendre aux Maldives. Ces actes constituent des violations de plusieurs traités internationaux relatifs aux droits humains auxquels les Maldives sont partie, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).*

*En conséquence, je vous appelle à rétablir le MDN, à veiller à la sécurité de tous ses membres et de son personnel et à créer un environnement permettant aux défenseurs des droits humains, aux militants et aux organisations de la société civile de mener librement leurs activités, sans menaces de violence, poursuites ni répression.*

*Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération,*

## COMPLEMENT D'INFORMATION

Le Réseau des Maldives pour la démocratie (MDN) est une ONG apolitique qui « promeut les droits humains » et « les valeurs et principes de la démocratie ». Son mandat englobe la sensibilisation, le suivi des violations des droits humains et le travail de plaidoyer. Depuis quelques années, les rapports du MND rendent compte de recherches sur la réforme de la police, la torture, les menaces contre les défenseur.es des droits humains et contre le droit à la liberté d'expression, les « disparitions » et les attaques contre les avocat.es, entre autres questions relatives aux droits humains. Le Réseau des Maldives pour la démocratie est l'une des principales ONG ayant dénoncé la répression sous la présidence d'Abdulla Yameen, qui n'a pas été reconduit en novembre 2018. Le nouveau gouvernement, dirigé par le président Ibrahim Solih, comprend d'anciens prisonniers d'opinion en faveur desquels Amnesty International et le MDN avaient fait campagne.

Le 10 octobre 2019, le ministère maldivien des Affaires étrangères a annoncé dans un communiqué de presse la suspension provisoire des activités du MDN, au motif qu'un rapport de 2015 de cette ONG, intitulé *Preliminary Assessment of Radicalization in the Maldives* (« *Évaluation préliminaire de la radicalisation aux Maldives* »), renfermait « des contenus diffamatoires à l'égard de l'islam et du prophète Mahomet ».

Le 5 novembre 2019, le ministère maldivien de la Jeunesse, des Sports et de l'Autonomisation des communautés, qui réglemente les activités des ONG, a publié un communiqué de presse annonçant la fermeture définitive du Réseau des Maldives pour la démocratie. Cette décision est intervenue alors que des menaces avaient été formulées à l'encontre du personnel de l'ONG, notamment de sa directrice Shahinda Ismail, par des extrémistes religieux.

**LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE :** 2 JANVIER 2020.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**NOM :** Réseau des Maldives pour la démocratie (MDN)